

Le rôle de l'Union européenne dans la lutte contre la déforestation importée

Déclaration du Groupe Personnalités qualifiées

Isabelle Autissier : « Chers collègues, je voterai ce texte. La forêt ne devrait pas appartenir aux hommes. Ils n'en sont que dépositaires, éventuellement gestionnaires.

Comme l'eau, l'air ou la biodiversité, le biotope forestier, et plus encore quand il s'agit de forêt primaire, fournit aux hommes non seulement le bois, mais l'absorption du carbone, la mitigation du climat, la régulation du régime des eaux en qualité et en quantité, une trame verte accueillant une biodiversité indispensable, une source de nourriture et de médicaments pour près d'un milliard d'humains, des lieux culturels et de ressourcement. Si ces services étaient valorisés, ils multiplieraient par 10 la seule valeur du bois.

Ce bien commun de l'humanité est pourtant systématiquement détruit et amoindri dans son fonctionnement. Les forêts sont remplacées par des plantations monospécifiques sans valeur naturelle ou des cultures de rente qui profitent peu aux populations locales. L'année 2020 qui devait être le point d'inflexion de la déforestation voit au contraire son cours s'accélérer.

La responsabilité de l'Europe dans cette situation est immense. Pour élever nos porcs, nos volailles et nos bovins, nous fermons les yeux sur la déforestation de l'Amazonie. Pour faire rouler nos voitures, nous oublions la destruction des forêts primaires de Bornéo. Or ces services alimentaires ou de mobilité pourraient être rendus à un coût écologique bien inférieur par la modération de nos consommations de protéines animales, la relocalisation en Europe des protéines végétales, le passage aux mobilités douces ou issues d'énergies alternatives.

Cette situation n'est pas tragique que pour la nature, elle l'est aussi pour les humains. La crise actuelle du Coronavirus, dont nous ne savons pas encore à quelles extrémités elle nous mènera, illustre parfaitement ce lien entre la destruction de la biodiversité et les pandémies. La déforestation est l'un des acteurs majeurs des atteintes au vivant et donc aux communautés humaines.

Le travail de nos rapporteurs, que je remercie de ce travail très fouillé, vient donc à point. Ils nous proposent une multitude de solutions passant par : la refonte de la PAC, la sortie des agrocarburants, le paiement de services environnementaux, une loi européenne sur le devoir de vigilance, l'accompagnement des producteurs ou l'investissement dans des aires protégées et les solutions fondées sur la nature.

Il est courant de dire que rien ne se fait sans volonté politique, le Pacte vert de l'Union européenne peut-il être ce signal ? Il ne le sera que si le plan d'action contre la déforestation est un véritable chemin, pavé d'étapes concrètes, mesurables et vérifiables, en toute transparence.

Par l'importance de son marché, ses entreprises puissantes, son haut niveau de science et de techniques, et, de plus en plus, la mobilisation de ses citoyens, L'Europe a tout pour porter cet avenir. Il faut le saisir d'urgence. »

Cécile Claveirole : « Un grand merci à vous, Jean-Luc et Jacques, pour cet avis courageux et franc !

En l'absence de surveillance, encore plus réduite en période de pandémie, l'Amazonie brésilienne continue à être déforestée : sur même période, le double de la surface a été détruit au début de cette année 2020.

Nous bafouons allègrement les droits fondamentaux des peuples autochtones à vivre sur leurs terres, à avoir accès à leurs propres ressources et à produire leur nourriture.

La folie de la consommation de produits animaux, dans les pays occidentaux, nous conduit à des aberrations sociales, écologiques, mais aussi économiques. 87% du soja importé en Europe est destiné à l'élevage, et surtout à la production de volailles et de porcs.

Nous devons impérativement diminuer drastiquement les quantités d'animaux élevés industriellement. Nous devons modifier nos modes alimentaires pour diminuer nos soi-disant besoins de ces produits animaux.

L'élevage est une activité noble, quand elle se fait dans le respect des besoins élémentaires des êtres vivants que nous destinons à nous nourrir.

Au lendemain de la publication par l'Union européenne de 2 volets du Pacte vert, il importe d'insister sur l'impérieuse nécessité de transformer notre agriculture. La Politique agricole commune, devenant Politique alimentaire et agricole, peut être l'outil pour opérer cette réorientation, à condition qu'elle s'améliore nettement.

Dans l'objectif d'atteindre l'autonomie protéique dont nous avons besoin, nous devons remettre des légumineuses dans nos champs et nos prairies, diversifier intensément les cultures et remettre les animaux dans les prés. Nous pouvons produire sur le territoire européen le soja que nous importons, nous pouvons diversifier la source protéinique. Outre de soulager la pression internationale que nous faisons peser sur les pays du sud, le plan légumineuses que nous appelons de nos vœux aura des impacts bénéfiques sur de nombreux aspects environnementaux : qualité de l'eau, diminution des gaz à effet de serre, préservation de la biodiversité et stockage de carbone, diminution de la prolifération d'algues vertes.

En disant cela je reprends à mon compte les préconisations 5 et 6 de ce projet d'avis. Je m'associe aussi pleinement à la préconisation 7 qui appelle à l'abandon des agrocarburants conventionnels, éthanol de blé ou de maïs, et diester de colza aux rendements énergétiques déplorables. Produisons du colza pour fabriquer de l'huile de qualité à destination humaine et du tourteau pour l'alimentation animale, et réorientons les surfaces libérées pour contribuer à la nécessaire augmentation en France de la surface de légumineuses, pois, haricot, pois chiche, féverole, soja pour l'alimentation humaine, luzerne, trèfle, soja, pois, lupin pour l'alimentation des animaux domestiques.

Et tout ça pour le plus grand plaisir gustatif et nourricier des habitants de nos territoires et pour nos paysages ! ».